



Le 2 mai 2011 c'est l'élection générale

voir pages 4 et 5

La publication trimestrielle du SCFP

scfp.ca

Printemps 2011

La Réplique

Un Jour de deuil particulièrement important en 2011

PAR WES PAYNE

Depuis que le SCFP en a proposé la création, il y a 27 ans, le Jour de deuil du 28 avril est souligné dans le monde entier.

Malheureusement, malgré la sensibilisation croissante à l'importance de la sécurité au travail, plus de membres du SCFP ont perdu la vie au travail en 2010 que pendant toute autre année depuis 1998.

Rex Hillier, coprésident du Comité national de santé et de sécurité du SCFP, est troublé par le nombre élevé de décès cette année.

« Tous ces travailleurs sont partis au travail un jour et ne sont jamais rentrés à la maison. Ce sont nos membres et les employeurs qui peuvent et qui doivent améliorer la santé et la sécurité dans nos milieux de travail », a déclaré M. Hillier.

« La mort de sept de nos membres cette année montre l'importance de cette date. » Des cérémonies sont prévues partout au pays.

scfp.ca/sante-et-securite

Message de Paul Moist et Claude Généreux pour les élections fédérales :

C'est le temps de voter pour le changement

Après cinq ans de règne conservateur, il est clair que l'objectif premier de Stephen Harper n'est pas d'améliorer la qualité de vie des Canadiens. Au contraire, les intérêts des banques et des grandes entreprises passent nettement avant ceux des travailleurs.

Il est temps de dire « assez! ». Nous pouvons choisir un vrai leadership, une vraie vision pour le Canada. Il nous faut un gouvernement fédéral qui prendra la défense des travailleurs canadiens.

Les Canadiens méritent un gouvernement qui protégera et renforcera notre système public de soins de santé, qui aidera chacun à épargner pour la retraite et qui mettra fin aux irresponsables baisses d'impôts consenties aux grandes entreprises.

Au cours des prochaines semaines, le SCFP suivra les programmes politiques des partis afin que nos membres et tous les



Canadiens puissent savoir à qui ils peuvent faire confiance pour diriger le pays. Nous partagerons cette importante information avec les membres de tout le Canada. Lisez nos comptes-

rendus électoraux à scfp.ca/election2011 et participez.

Ces élections vous appartiennent. Faites entendre votre voix pendant la campagne et le jour des élections.

SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique

DANS CE NUMÉRO

- Le personnel de Porter se joint au SCFP
- Action locale à Kingston
- La Semaine nationale des soins infirmiers
- Présence syndicale en Haïti

La Réplique

La publication trimestrielle du SCFP

ISSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à :
SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7
Téléphone : 613-237-1590
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non distribuables à :
SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à cupemail@cupe.ca

Rédactrice en chef :
Catherine Louli
Directeur des communications :
Stephen Howard
Traduction : Louise O'Neill
Graphisme : Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction :
Marjorie Savoie, Hélène Bélanger
et Manon Lajoie.

Collaborateurs : Beth Smillie,
Colleen Reynolds, Danielle Savoie,
Greg Taylor, Heather Fraser,
Ian Clysdale, James Chai, Janet Szliske, Pierre Ducasse, Sébastien Goulet, Stella Yeadon, Wes Payne.



Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30% de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.

Syndicat canadien de la fonction publique

Conseil exécutif national
Président national – Paul Moist
Secrétaire-trésorier national – Claude Généreux

Vice-présidences générales
Daniel Légère
Lucie Levasseur
Fred Hahn
Tom Graham
Barry O'Neill

Vice-présidences régionales
Wayne Lucas
– Terre-Neuve-et-Labrador
Danny Cavanagh
– Nouvelle-Écosse
Sandy Harding
– Nouveau-Brunswick
Milo Murray
– Île-du-Prince-Édouard
Charles Fleury – Québec
Nathalie Stringer – Québec
Candace Rennick – Ontario
Michael Hurley – Ontario
Henri Giroux – Nord de l'Ontario
Mike Davidson – Manitoba
Judy Henley – Saskatchewan
Inoccupé – Alberta
Mark Hancock
– Colombie-Britannique
Ken Robinson
– Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité
Brian Barron
Yolanda McClean

PROFIL D'UNE DÉLÉGUÉE SYNDICALE –

Lisa McPherson, section locale 556 du SCFP

PAR JANET SZLISKE

Lisa McPherson est com-
mis aux finances de la Ville
de Courtenay, en Colombie-
Britannique. En août 2009, elle
est devenue déléguée de la
section locale 556 du SCFP
parce que son employeur se
comportait mal. Lisa s'est rendu
compte que si elle voulait que
les choses changent, elle devait
le faire à partir de l'intérieur.

Pour Lisa, le plus important
travail d'une déléguée syndi-
cale, c'est d'aider ses collègues.
Lorsqu'ils se sentent vulnérables,
les délégués sont là pour eux.

Dernièrement, un membre
avait de la difficulté au travail
à cause de sa charge de travail
et du stress. L'employeur al-
lait toujours jusqu'à l'arbitrage
plutôt que de résoudre un
problème. Lisa s'en est mêlée
et, après quelques conversa-
tions, elle a élaboré un plan
d'action qui a fonctionné pour
tout le monde.

Le règlement rapide a été
une immense victoire.

« L'employeur ne traitait pas
correctement ce membre et
quelqu'un devait lui dire "Non,
tu ne peux pas lui faire ça!" »,
raconte Lisa.

Elle aime créer des liens
avec les membres de différents
lieux de travail. « Je peux les
aider, explique-t-elle, et nor-
malement, je ne les rencontre-
rais pas dans le cadre de mon
travail quotidien. »

Être délégué est une tâche



Lisa McPherson, déléguée syndicale de la section locale 556.

constante. « Plus j'occupe
ce poste, plus je m'en rends
compte », affirme Lisa, qui dit
apprendre quelque chose tous
les jours.

Lisa adore être déléguée
et jouer un rôle actif dans son
syndicat. Malgré la période
d'apprentissage, le jeu en valait
nettement la chandelle.

Elle incite tout le monde
à suivre la formation de base
pour apprendre ce que peut
faire un délégué syndical.
Mais elle sert aussi une mise
en garde : « Soyez prêt à hériter
de tout un éventail d'autres de-
voirs syndicaux. » Dernièrement,
Lisa a été élue vice-présidente
de sa section locale.

Victoire en Saskatchewan

PAR BETH SMILLIE

Le Comité de direction des
travailleurs de l'éducation du
SCFP a obtenu beaucoup plus
que prévu à sa rencontre avec
la ministre de l'Éducation de
la Saskatchewan, au début de
mars.

Les membres du comité
voulaient expliquer à la ministre
le bien-fondé d'une seule con-
vention collective pour tous les
travailleurs de l'éducation de la
province.

Mais peu après le début de
leur exposé, la ministre Donna
Harpauer les a interrompus en
affirmant : « Aucun problème. »

La ministre a rappelé que,
lorsqu'elle était députée de
l'opposition, elle était en
faveur de négociations pro-
vinciales pour les travailleurs
de l'éducation et qu'elle n'a
pas changé d'idée mainte-
nant qu'elle est ministre de
l'Éducation.

Ce fut une belle victoire
pour les 6400 travailleurs du
soutien scolaire, qui demandent
des négociations provinciales
depuis 1996. Le SCFP compte
présentement 26 conventions
collectives dans le secteur
scolaire en Saskatchewan.

Le personnel de Porter à Ottawa se joint au SCFP

PAR JAMES CHAI

Le personnel de la com-
pagnie aérienne Porter Airlines
d'Ottawa se joint au SCFP. Les
50 membres du personnel au
sol sont devenus le premier
groupe de Porter Airlines à se
syndiquer. Ils adhèrent au SCFP
pour améliorer leurs salaires et
conditions de travail.

Le SCFP représente plus de
10 000 membres du transport
aérien chez Air Canada, Air
Transat, Cathay Pacific, Calm
Air, CanJet, First Air, Canadian
North et, maintenant, Porter
Airlines.

SEMAINE DES SOINS DE SANTÉ : Un engagement envers la qualité des soins

PAR PIERRE DUCASSE

Les infirmières du Canada célébreront, du 9 au 15 mai, la Semaine nationale des soins infirmiers. Le SCFP représente fièrement des dizaines de milliers d'infirmières auxiliaires autorisées (IAA) au pays.

En particulier, les IAA veulent mettre l'ensemble de leurs compétences à contribution. Elles sont au cœur de la prestation de soins de grande qualité aux patients des hôpitaux, des établissements de soins de longue durée, des milieux de soins à domicile et de soins communautaires. Nos membres veulent servir le public et faire ce qu'elles ont été formées et préparées à



Infirmières auxiliaires autorisées, membres du Syndicat des employés d'hôpitaux en Colombie-Britannique.

faire. Or, elles doivent continuer à relever des défis dans leur milieu de travail qui limitent malheureusement leur capacité d'exercer pleinement

leurs compétences.

Le SCFP rend hommage à ses membres qui offrent des soins de santé de qualité.

scfp.ca/soins-de-sante

Du Caire au Wisconsin, les travailleurs s'unissent

PAR PAUL MOIST

Au début de 2011, les attaques contre les travailleurs du secteur public pointaient déjà à l'horizon. Mais la réaction des travailleurs du monde entier nous a fait chaud au cœur.

En Égypte, les travailleurs ont répondu à l'appel et se sont libérés du joug qu'ils subissaient depuis des décennies.

Depuis 1957, les syndicats égyptiens sont contrôlés par l'État, sous l'égide de la Fédération syndicale égyptienne (ETUF).

Mais tout a changé à la place Tahrir, en pleine manifestation contre le régime Moubarak, où quatre des plus grands syndicats du pays se sont réunis pour former la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU).

À cette réunion, ils ont établi leur premier objectif : la hausse du salaire minimum, qui est présentement de 35 livres égyptiennes par mois, ou autour de 5,75 \$ canadiens, et ce depuis 1984. Sans syndicats forts et indépendants, ce genre de situation est inévitable.

Les événements des derniers

mois ont été fascinants à suivre, mais il est clair que la lutte n'est pas terminée pour nos consœurs et confrères égyptiens.

Plus près de nous, à Madison, au Wisconsin, d'autres travailleurs sont descendus dans les rues.

Sous prétexte de s'attaquer au déficit, Scott Walker, gouverneur républicain du Wisconsin, veut écraser le droit à la libre négociation collective du secteur public.

Mais il a mal évalué la détermination des travailleurs et l'appui des citoyens du Wisconsin.

En commençant par les étudiants qui ont soutenu leurs professeurs, des milliers de gens se sont rassemblés devant l'édifice de la législature et ailleurs dans l'État.

M. Walker a légèrement reculé, offrant de garder la négociation des salaires. Il est toutefois bien décidé à retirer de la table de négociations les avantages sociaux en santé et les régimes de retraite.

Alors les manifestations continuent.



Le président national Paul Moist au Wisconsin.

Au Canada, nous offrons notre appui et notre solidarité à nos consœurs et confrères d'Égypte et du Wisconsin, et d'ailleurs dans le monde.

Nous pouvons tirer de précieuses leçons de leurs luttes et nous nous rappelons nos propres luttes pour donner une voix forte et indépendante, non seulement aux membres du SCFP mais aussi à tous les Canadiens, pour qu'ils obtiennent de bons salaires.

Ce qui se passe au Wisconsin nous rappelle que nous devons rester vigilants. Certains s'évertuent à faire croire que les régimes de retraite du secteur public sont excessifs, mais nous savons qu'il n'en est rien. Nous devons résister et continuer à protéger et à améliorer notre sécurité à la retraite.

La lutte pour protéger les droits des travailleurs traverse les frontières, les ponts, les cultures et les religions. Du Caire à Madison, de Halifax à Vancouver, nous partageons nos luttes et nos victoires.

scfp.ca/paul-moist

Les services de collecte des ordures coûtent moins cher à l'interne

PAR HEATHER FRASER

Les villes canadiennes se demandent comment offrir des services de qualité tout en économisant, notamment pour la collecte des ordures. Certaines villes, dont Toronto, sabrent dans leur budget pour justifier le recours à la privatisation. D'autres rapatrient ces services à l'interne.

Alors, quelle méthode est la plus économique et offre le meilleur service?

Coup d'œil sur nos villes :

Vancouver : Le maire

Gregor Robertson a passé deux jours à ramasser et à trier des ordures à Vancouver dans un récent épisode de la série télévisée *Make the Politician Work* de la CBC. « Ce qui m'a vraiment frappé, c'est que les gens prennent leur travail à cœur, a déclaré le maire Robertson. C'est très précieux pour nous, à la Ville, et pour les contribuables aussi. »

Sherbooke : La Ville a décidé de rapatrier à l'interne les services de collecte des ordures. Elle économise ainsi 750 000 \$ par année. Après avoir comparé les coûts, la Ville en est venue à une conclusion simple : les employés municipaux peuvent fournir le service à moindre coût que les entreprises privées.

Ottawa : La Ville et la section locale 503 du SCFP ont constaté qu'en gardant les services à l'interne, ceux-ci avaient coûté près de 5 millions de dollars de moins en quatre ans.

Entre-temps, à Toronto :

La section locale 416 du SCFP fait campagne pour garder publics les services de collecte et de recyclage. Le nouveau maire Rob Ford a dit vouloir sous-traiter les services malgré un rapport récent qui montre que le coût de la collecte des ordures à Toronto est en fait inférieur de 30 pour cent à la moyenne provinciale.

Si M. Ford avait fait ses devoirs, il saurait que les services publics sont plus économiques, plus efficaces, plus écologiques et plus transparents.

Pour tout savoir sur cet enjeu, consultez scfp.ca/sanitation.

É L E C T I O N S

Le SCFP sur les questions prioritaires

Aux élections, votez pour le chef et le parti qui défendront les travailleurs

Trop de Canadiens n'arrivent pas à joindre les deux bouts – soit parce qu'ils prennent soin de parents âgés ou parce que les coûts du logement, des garderies ou des médicaments augmentent. Ils se demandent quand et avec quoi ils pourront prendre leur retraite.

Il nous faut un gouvernement qui fera passer leurs intérêts, vos intérêts, avant ceux des banques et des grandes entreprises. Pendant la campagne électorale, le SCFP s'intéressera à certains enjeux clés qui nous touchent tous.

Santé : Il est temps d'avoir un programme clair en matière de santé

La santé est sans contredit la grande priorité des Canadiens : ils veulent attendre moins longtemps, ils ne veulent plus de médecine de couloir, ils veulent plus de personnel, de soins de longue durée et de soins à domicile pour les personnes âgées et ils veulent des médicaments moins coûteux.

La privatisation n'est pas une solution. Elle coûte plus cher, draine les ressources du système public et diminue la qualité des soins.

Notre prochain gouvernement fédéral doit se doter d'un programme clair pour protéger et renforcer notre système public de santé, notamment grâce à un programme national d'assurance-médicaments et à de vraies solutions pour les soins à domicile et de longue durée.

Régimes de retraite : Il est temps de régler la crise

À peine un Canadien sur quatre peut épargner suffisamment pour vivre confortablement à la retraite. Onze millions n'ont aucun régime de retraite au travail et peu cotisent à des régimes privés d'épargne-retraite. Notre prochain gouvernement fédéral



Le leader du NPD Jack Layton et le président national du SCFP Paul Moist.

doit se doter d'un programme pour répondre aux besoins des Canadiens en matière de retraite.

Nous pouvons adopter une approche équilibrée en combinant de bons régimes de retraite au travail à des régimes publics pour tous les travailleurs. La façon la plus économique et efficace d'améliorer le revenu de retraite des Canadiens est de hausser graduellement les cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC) pour augmenter les prestations.

Le Supplément de revenu garanti (SRG) doit aussi augmenter pour éviter de condamner à la pauvreté les personnes âgées les plus vulnérables.

Si nous balayons sous le tapis le problème de l'insécurité à la retraite, de plus en plus de gens devront travailler plus longtemps

et vivre dans la pauvreté à la retraite.

Baisses d'impôts aux sociétés : Il est temps de cesser de remplir les coffres des banques et des grandes entreprises

Les travailleurs et les collectivités du Canada tentent toujours de se relever de la récession mondiale. Notre prochain gouvernement fédéral devra se doter d'un programme économique qui favorise les travailleurs plutôt que les grandes entreprises.

Plus d'un tiers des avantages des baisses d'impôts annuelles de 6 milliards de dollars consenties par les conservateurs de Stephen Harper aux grandes entreprises iront à des banques, à des sociétés pétrolières et gazières, et à d'autres entreprises

des secteurs des finances et des ressources extrêmement rentables.

Devant des déficits record, il est irresponsable de maintenir ces allègements fiscaux et de négliger l'infrastructure et les projets de création d'emplois qui ont fait leurs preuves.

Les emplois et les investissements que devaient apporter les baisses d'impôts accordées par les conservateurs de Stephen Harper et les libéraux avant eux ne se sont pas matérialisés. Ces cadeaux n'aident pas les Canadiens à se remettre de la récession.

Nous devons plutôt investir dans les garderies, l'infrastructure, le système public de soins de santé et d'autres services publics importants pour les Canadiens.

2 0 1 1

Que pouvez-vous faire? Participez.

QUATRE CHOSES SIMPLES POUR INFLUENCER LES ÉLECTIONS ET FAIRE ENTENDRE VOTRE VOIX :

Informez-vous, votez, travaillez comme bénévole et donnez.

Informez-vous. Pensez à ce qui est important pour vous et vérifiez la position des partis dans ces enjeux. Votez pour le parti et le chef qui défendront les travailleurs canadiens.

Travaillez comme bénévole. Soyez bénévole pour un candidat qui défendra les travailleurs.

Donnez à la campagne d'un candidat que vous appuyez et qui sera votre voix au Parlement.

VOTEZ surtout, votez. Votre vote est votre voix. Ne restez pas silencieux. La beauté de la démocratie, c'est que ce sont ceux qui votent qui décident. Votre vote et votre participation peuvent changer les choses et nous donner un nouveau gouvernement.

Visitez scfp.ca/election2011 pour une information à jour sur la campagne.

Le SCFP dans la bagarre et en route vers la Chambre des communes

Les membres du SCFP connaissent les enjeux de ces élections. Leaders au travail et dans leurs communautés, plus de 20 membres du SCFP sont candidats néo-démocrates. Nous les remercions de défendre les

enjeux qui comptent pour les travailleurs.

Voici nos candidates et candidats :

Ancien directeur régional du SCFP pour l'Atlantique, Robert Chisholm est candidat néo-démocrate dans Dartmouth-Cole Harbour, en Nouvelle-Écosse. Robert Chisholm est sans doute mieux connu pour avoir dirigé le NPD de la Nouvelle-Écosse et l'avoir fait passer de quatre à 19 sièges aux élections provinciales de 1998. Pendant 12 ans, comme député provincial, il a pris la défense des familles néo-écossaises.

« Pour moi, affirme Robert Chisholm, le service public est une passion et une responsabilité personnelle. Je me sens obligé de parler pour d'autres qui ont de la difficulté à se faire entendre afin d'intégrer l'équité, le respect et la coopération aux fondements de notre société. »

Les autres candidates et candidats du SCFP :

Région	Comté fédéral	Nom	Membre ou personnel
Atlantique	Sydney-Victoria	Kathy MacLeod	Personnel
	Dartmouth-Cole Harbour	Robert Chisholm	Ancien membre du personnel
Maritimes	Miramichi	Patrick Colford	Membre – SCFP 1252
	Tobique-Mactaquac	Pierre Cyr	Membre – SCFP 3013
Québec	Rosemont-La Petite-Patrie	Alexandre Boulerice	Personnel
Ontario	Haliburton-Kawartha Lakes-Brock	Lyn Edwards	Membre – SCFP 855
	Scarborough Rouge River	Rathika Sitsabaiesan	Membre – SCFP 1281
	Burlington	David Laird	Membre – SCFP 2316
	Guelph	Bobbi Stewart	Membre – SCFP 4393
	Nepean Carleton	Ric Dagenais	Personnel
	Ancaster Dundas	Nancy McBain	Membre – SCFP 1281
Manitoba	Flamborough Westdale	Jim Glaven	Membre – SCFP 2544
	Mississauga Brampton South		
Alberta	Winnipeg South	Dave Gaudreau	Membre – SCFP 500
	Winnipeg South Centre	Dennis Lewycky	Ancien membre du personnel
C.-B.	Fort McMurray Athabasca	Berend Wilting	Membre – SCFP 474
	Calgary Southeast	Kirk Oates	Personnel
	Edmonton Sherwood Park	Mike Scott	Membre – SCFP 30
	Calgary Northeast	Collette Singh	Membre – SCFP 8
	Calgary Centre	Gary Lehmann	Membre – SCFP 4731
C.-B.	Abbotsford	David Murray	Membre – SCFP 498
	Vancouver-Quadra	Victor Elkins	Membre – SCFP 6010
	Okanagan Shuswap	Nikki Inouye	Membre – SCFP 7003



Ancien directeur régional de l'Atlantique, Robert Chisholm est candidat néo-démocrate dans Dartmouth-Cole Harbour.

Présence syndicale en Haïti, une contribution utile et appréciée

Quatre représentants du SCFP et une représentante de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) étaient en Haïti au mois de mars, pour lancer la construction d'un nouvel édifice pour des syndicats haïtiens.

L'ancien quartier général de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) a été détruit lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Depuis, ces syndicats haïtiens opèrent sous une tente de dix par 12 pieds.

« Nous sommes ici pour lancer la construction du nouvel édifice syndical, affirme Claude

Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP. Nous avons même assisté aux travaux de nettoyage du terrain où sera bâti le nouvel édifice de la CTSP ». Les coûts du projet de reconstruction sont évalués à près de 100 000 dollars.

« Nous sommes allés plus loin, en offrant de la formation à une quinzaine de leaders syndicaux, notamment sur la gestion financière syndicale. Alors que l'aide internationale n'a pas toujours l'impact souhaité, cette collaboration inter-syndicale représente notre effort dans la reconstruction non seulement de l'infrastructure mais aussi de la capacité



Début des travaux en Haïti avec le secrétaire-trésorier national Claude Généreux.

des syndicats et de la société civile haïtienne », affirme Généreux.

Le président de la CTSP, Dukens Raphaël, est reconnaissant de la contribution du SCFP, de l'ACFP et des autres syndicats canadiens : « C'est avec

beaucoup de satisfaction et de solidarité que nous recevons cet appui des syndicalistes canadiens et nous sommes extrêmement heureux que cette aide entre dans sa phase d'exécution », a affirmé M. Raphaël.

scfp.ca/justice-mondiale

Pensez-y – l'action locale est meilleure pour l'environnement et l'économie

PAR STELLA YEADON

« Ce sont les coalitions communautaires qui défendent le mieux les services publics et les économies et emplois locaux », a affirmé Paul Moist, président national du SCFP, à plus de 150 personnes réunies à Kingston pour un déjeuner

communautaire.

Paul Moist, principal conférencier, était accompagné d'invités du Syndicat national des cultivateurs, de la section locale 1974 du SCFP et d'autres groupes membres de « People Who Care About Kingston » – une coalition opposée au transfert des services

d'alimentation vers une usine près de Toronto.

« Il faut acheter le plus possible de nourriture de fermes locales; ramener les cuisiniers; préparer les repas des convalescents dans les cuisines de l'hôpital; offrir de la nourriture de qualité aux convalescents;

soutenir l'économie locale et favoriser la durabilité de l'environnement », a plaidé Paul Moist. Pour lui, tant le gouvernement provincial que le député local doivent promouvoir des solutions locales. Pour en savoir plus : www.kingstonfoodfight.ca.

Une loi anti-scab à moderniser

PAR SÉBASTIEN GOULET

Le 1^{er} février dernier, le SCFP et la FTQ ont demandé la mise à jour de la loi anti-scab du Québec dans le cadre de la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale. L'idée est de tenir compte des nouvelles technologies absentes lors de l'adoption de la loi en 1977.

Le mémoire conjoint SCFP-FTQ formule trois recommandations : clarifier la notion d'« établissement », accélérer les décisions de la Commission des relations du travail et accorder des pouvoirs accrus aux enquêteurs.

Les PPP et l'Î.-P.-É.

PAR DANIELLE SAVOIE

Le SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard a lancé une campagne contre le partenariat public-privé (PPP) envisagé par le gouvernement pour la construction de

logements abordables destinés aux personnes âgées et aux personnes ayant un handicap.

Dans la province, c'est toujours la Société de logement de l'Î.-P.-É. qui a construit, possédé et exploité ce type de logement. Avec le PPP, le logement subventionné ne durera que dix ans. Après, le partenaire privé aura le droit d'exiger ce qui lui semble approprié. En outre, il pourra rembourser son prêt-subvention avant dix ans et résilier l'entente.

Le SCFP-Î.-P.-É. a formé une coalition avec d'autres syndicats et des groupes communautaires pour lutter contre le projet du gouvernement.

Une nouvelle vidéo célèbre les relations entre le SCFP et les Métis

Le SCFP et Wolf Sun Productions ont produit *River of Unity*, un documentaire sur les relations entre le SCFP et la

Nation Métis de la Saskatchewan et sur le voyage en canot annuel « Retour à Batoche ».

On peut voir le long métrage et une version plus courte sur YouTube. Allez à cupe.ca/video pour les liens!

Sainte-Anne-de-Madawaska : lock-out terminé

PAR DANIELLE SAVOIE

Après un lock-out de dix mois, le syndicat représentant les employés municipaux de Sainte-Anne-de-Madawaska et le conseil municipal ont ratifié une nouvelle convention collective.

Le conseil municipal a accepté l'entente conclue avec la section locale 4576 du SCFP. Les deux employés du village seront de retour au travail lundi.

« Ces négociations ont été extrêmement difficiles pour les deux membres de la section locale 4576 et toute la communauté », de dire Gérald LeBlanc, conseiller syndical au SCFP.

« La nouvelle convention collective d'une durée de 5 ans comprend des hausses salariales de 6 pour cent et les deux postes permanents ont été transformés en emploi saisonnier. »

Communicateurs du SCFP!

Le congrès national nous offre une excellente occasion de rendre hommage à l'extraordinaire travail de communication réalisé par nos sections locales, conseils et divisions.

Nous recevons maintenant vos propositions pour le Prix des communications du SCFP de 2011.

Montrez-nous vos **bulletins**, **sites Web** ou **photographies de membres** du SCFP dont vous êtes le plus fiers.

Il y a toutes sortes de prix à gagner!

Vous trouverez les formulaires d'inscription à SCFP.ca/congres-national-de-2011.

Règlements historiques pour l'équité salariale au Québec



Présentation des résultats du programme d'équité salariale du Syndicat des employés de l'Université de Montréal (SEUM-SCFP 1244). De gauche à droite, Michèle Bordeleau, Sylvie Goyer et Claudine Pagé.

Des correctifs salariaux appréciables pour les cols blancs de la Ville de Montréal

Le Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (section locale 429 du SCFP) a pour sa part annoncé la conclusion de son processus d'équité salariale le 23 décembre. Près de 4500 cols blancs obtiennent ainsi des correctifs salariaux variant de 0,53 pour cent à 120,03 pour cent (ceci dans un cas très exceptionnel). Les correctifs concernent près de 60 pour cent des catégories d'emplois identifiées

comme étant à prédominance féminine, sur un total de quelque 400 emplois différents.

« Dans l'optique où ces travaux corrigent une discrimination salariale qui affligeait de nombreuses femmes dans nos rangs, nous sommes plus que satisfaits des résultats », a déclaré Monique Côté, présidente du syndicat et également responsable syndical du comité mixte de travail.

PAR SÉBASTIEN GOULET

Le SCFP a annoncé cet hiver de grandes victoires pour l'équité salariale au Québec. Des programmes d'équité salariale, qui découlent au Québec de la Loi sur l'équité salariale, ont été conclus dans neuf institutions universitaires. Plusieurs milliers de salariées voient leur salaire horaire augmenter, de quelques sous pour certaines, d'environ 6 \$ pour d'autres, mais de façon générale, de près de 2 \$. Ces résultats marquent la fin de travaux de plusieurs années qui corrigent le déficit salarial systémique touchant les catégories d'emploi à prédominance féminine.

Les établissements où le SCFP a finalisé des démarches d'équité salariale depuis l'automne dernier

sont : l'Université du Québec à Montréal, l'Université de Montréal, l'Université de Sherbrooke, l'Université du Québec à Trois-Rivières, Chicoutimi et Rimouski, l'Institut national de la recherche scientifique, l'École de technologie supérieure, ainsi que l'École nationale d'administration publique.

Les augmentations prennent effet à compter du 21 novembre 2011. Les personnes ayant occupé l'une des fonctions à prédominance féminine visées toucheront donc des ajustements rétroactifs à cette date, qu'elles soient actives, retraitées ou qu'elles aient changé d'employeur. Ces versements s'élèveront potentiellement à plusieurs milliers de dollars dans chaque cas.

Stephen Lewis invite les travailleurs municipaux à protéger les services publics



Stephen Lewis, professeur invité de l'Université Ryerson, s'adresse aux travailleurs municipaux du SCFP.

PAR HEATHER FRASER

Les travailleurs municipaux du SCFP de tout le Canada se sont réunis à Toronto en février. Ils ont discuté des moyens à prendre pour fournir des services publics de qualité malgré le manque de financement, la privatisation et les accords de commerce.

Dans son puissant discours, Stephen Lewis a demandé aux travailleurs municipaux du Canada de continuer à protéger les services communautaires

vitaux. M. Lewis est professeur invité distingué de l'Université Ryerson et président du conseil de la Fondation Stephen-Lewis.

« C'est grâce au secteur public que les choses fonctionnent, a-t-il expliqué. Sans secteur public dynamique et robuste, la situation des êtres humains se dégrade, s'atrophie, se désintègre, comme on a pu le constater dans bien des pays. »

Pour voir des extraits vidéo de son inspirant discours, consultez scfp.ca/video.

Pensions et impôts des sociétés – Les Canadiens n'appuient pas Stephen Harper

PAR STEPHEN HOWARD

Les conservateurs de Stephen Harper n'ont pas compris les Canadiens dans deux grands enjeux électoraux : la réforme du Régime de pensions du Canada (RPC) et l'impôt des sociétés.

Selon un sondage SCFP/Environics sur les régimes de retraite, huit Canadiens sur dix croient que la hausse des prestations du RPC devrait être la priorité du gouvernement en matière de sécurité à la retraite, et 81 pour cent soutiennent que le RPC doit être un enjeu important aux prochaines élections fédérales.

En décembre, les conservateurs, qui avaient promis de collaborer avec les provinces pour hausser les prestations du RPC, ont plutôt proposé un régime de pension agréé collectif privé qui ne profitera pas aux travailleurs canadiens.

Selon un autre sondage, 65 pour cent des Canadiens veulent que les entreprises privées contribuent leur juste part aux efforts de réduction des déficits gouvernementaux, déficits dus au ralentissement économique mondial. Les conservateurs proposent plutôt de réduire radicalement leurs impôts.

Pour en savoir plus, scfp.ca : scfp.ca/rpc.

Faits saillants de la réunion du CEN

Notre Conseil exécutif national s'est réuni les 23 et 24 mars 2011, à Ottawa. Voici les faits saillants des délibérations et des décisions de ses membres.

Les membres du Conseil ont voté à l'unanimité en faveur d'une résolution visant à faire adopter la Charte de l'Internationale des Services Publics (ISP) pour des services publics de qualité. En adoptant la Charte, le SCFP s'engage à collaborer avec des groupes et des syndicats progressistes du monde entier pour promouvoir les services publics, convaincre les gouvernements de fournir des services publics de qualité comme outils pour éradiquer la pauvreté et jouer un rôle de chef de file dans la promotion de services publics de qualité offerts par des travailleurs du secteur public.

Le rapport trimestriel sur l'économie conteste le mythe voulant que les dépenses publiques augmentent et doivent être freinées. Dans le rapport « Climat économique pour les négociations », le confrère Toby Sanger souligne que les derniers chiffres montrent que les dépenses gouvernementales avant la récession étaient à leur plus bas comme part de l'économie depuis au moins 30 ans. Pour en savoir plus, lisez l'analyse du budget fédéral et le « Climat économique pour les négociations » à www.scfp.ca.

Après avoir servi les membres du SCFP pendant dix ans à titre de secrétaire-trésorier national, le confrère Claude a annoncé qu'il prenait sa retraite. Le confrère Moist a remercié Claude pour son engagement, son amitié et la rigueur avec laquelle il s'est occupé des finances du SCFP. Le travail de Claude a permis de renforcer la capacité du SCFP à aider les membres à la table de négociation et dans les législatures, et à accroître notre présence au Canada et dans le monde. Au cours des prochains mois plusieurs occasions se présenteront pour remercier Claude et lui rendre hommage.

Fiscalité : Sortir de l'anorexie et de l'amnésie



Une entrevue avec Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP

PAR PIERRE DUCASSE

Pierre Ducasse : Avec la récente crise économique et le retour des déficits, les gouvernements sont tentés de réduire les services publics et les avantages de leurs employés. Comment réagir?

Claude Généreux : Il faut rappeler que les travailleurs n'ont pas créé cette crise. Il y a une tentative de créer une amnésie dans l'opinion publique à propos des sources de la crise.

Le retour des déficits vient de la crise financière de 2008, crise créée par le grand capital. Ceux qui ont généré la crise, et qui ont engrangé des profits par la spéculation, ont ensuite – une fois dans le pétrin – demandé aux gouvernements de les sauver.

Si nous sommes en déficit présentement, ce n'est pas structurel : c'est lié à la conjoncture. Ce n'est pas une situation causée par les dépenses publiques ou les services publics.

PD : Est-il vrai que les gouvernements « n'ont plus d'argent » et « n'ont pas le choix » que de couper?

CG : Non, c'est faux. Il est vrai que certains pays ont plus de difficultés que d'autres. Mais au Canada, nous sommes dans une très bonne position, nous sommes presque un élève modèle. Les déficits seront épongés assez rapidement. En Ontario, par exemple, il y aura retour à l'équilibre dans sept ans. Les dépenses publiques ne sont pas hors de contrôle.

Ainsi, au Wisconsin, la crise des finances publiques et les attaques sur les syndicats qui ont suivi ont été complètement manufacturées. Le Wisconsin n'avait pas de déficit avant que le gouverneur ne procède à des coupures massives d'impôts aux grandes sociétés.

PD : Selon toi, est-ce que l'équité fiscale devrait être un thème important de la campagne électorale fédérale?

CG : Oui. Nous sommes dans une situation où Harper réduit l'impôt des entreprises alors que nous sommes encore en déficit et que l'on coupe dans les services publics. Le gouvernement souffre d'une anorexie fiscale qu'il s'inflige lui-même.

Dans les années 1960, les particuliers payaient deux fois moins d'impôt que les entreprises; maintenant, ce sont les entreprises qui paient deux fois moins d'impôt que les particuliers.

Or, il y a des alternatives. Nous pouvons remettre en question certaines échappatoires fiscales sans faire mal à l'économie. Les États-Unis ont

un taux combiné d'imposition aux entreprises de près de 40 pour cent. Au Canada, c'est moins de 30 pour cent; dix pour cent de différence. Nous sommes déjà avantageusement compétitifs pour ce qui est de la fiscalité des entreprises avec notre plus proche et plus important compétiteur. Nous avons une marge de manœuvre.

Il y a aussi la question des redevances sur nos ressources naturelles. En Saskatchewan, par exemple, les redevances sur la potasse ne sont que de cinq pour cent. Ça rappelle quand, dans les années 1960 au Québec, Duplessis vendait le fer de la Côte-Nord à « une cenne la tonne ».

Les conservateurs de Stephen Harper disent que les coupures d'impôts pour les entreprises vont créer de l'emploi à long terme. Mais investir dans les gens et dans les services publics aurait un impact plus important, plus immédiat sur la création d'emploi et la relance économique.

scfp.ca/baladodiffusion

Droit à l'eau au Botswana

Selon la Cour d'appel du Botswana, les Bochimans du Kalahari peuvent puiser l'eau d'un puits de leur terre ancestrale située dans la réserve faunique du Kalahari central. Cette victoire arrive après une bataille juridique de huit ans et constitue une étape importante dans la confirmation de l'accès à l'eau comme droit universel protégé par la loi.

La Cour d'appel du Botswana a accordé au peuple bochimane l'accès à ce puits et la permission d'en creuser de nouveaux, invalidant ainsi une décision qui leur refusait l'accès à l'eau et le droit de creuser sur leur terre ancestrale.

Le SCFP soutient depuis longtemps que l'accès à l'eau potable est un droit universel. La Cour d'appel du Botswana a mentionné dans sa décision la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies déclarant le droit « à une eau potable salubre et limpide et à des services d'assainissement ». scfp.ca/eau

Journée sans eau embouteillée

Le 10 mars, c'était la Journée sans eau embouteillée, créée pour sensibiliser les gens aux effets négatifs de l'eau en bouteille et défendre les ressources et l'infrastructure publiques de l'eau. Le SCFP a participé à beaucoup des 120 activités organisées dans les campus, lieux de travail et édifices municipaux du pays.

Près de 100 municipalités, sept conseils scolaires, 11 campus universitaires et d'innombrables lieux de travail ont restreint la vente ou la distribution d'eau embouteillée.